

wirkt sich dies noch vermehrt ungerecht aus. Nicht abzu-sehen ist heute, was auf Bundesebene im Zusammenhang mit der Sparpolitik auf diesen Sektoren noch geschehen kann. Auch aus diesem Grunde wäre ein Vorbehalt ange-bracht.

Für eine Gesamtbeurteilung wäre auch die Finanz- und Wirtschaftslage des Kantons Uri in Betracht zu ziehen. Ein Problemerkatalog wurde dem Bundesrat vor Jahren zur Prü-fung zugestellt. Ins Auge stechen dabei vor allem die un-verhältnismässige Belastung im Nationalstrassenbau und die Wasserrechtskonzessionsvergünstigung an die SBB. Bedenkt man nun, dass die im Gefolge der Unwetterkata-strophe stehenden direkten und indirekten Massnahmeko-sten den Kanton und die Gemeinden zusätzlich mit 40 bis 60 Prozent dieser über 100 Millionen Franken belasten, dann hätte man annehmen dürfen, dass mindestens der Subventionsabbau korrigiert worden wäre. Ich habe mich beim Herrn Bundeskanzler über die Behandlung meiner Motion erkundigt. Ich wurde dahingehend orientiert, dass der Bundesrat diese in der Form des Postulates überneh-men werde. Ich bin überzeugt, dass meine Argumente bei vielen Ratskollegen Gehör gefunden haben und sie der Motion zustimmen würden. Ich möchte aber in dieser heik-len Angelegenheit Solidarität nicht erzwingen. Dennoch bin ich überzeugt, dass der Bundesrat in Abwägung aller Argumente im Sinne meiner Motion entscheiden wird. Dies wird er dann tun, wenn er über das Ausmass der direkten und indirekten Schäden umfassend ins Bild gesetzt wor-den ist. In diesem Sinne verstehe ich auch seine Bereit-schaft zur Entgegennahme meines Vorstosses in der Form des Postulates.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Devant la gravité des in-tempéries auxquelles il vient d'être fait allusion, la Confé-dération a déjà aidé les régions sinistrées du canton d'Uri et d'ailleurs aussi, de plusieurs manières: d'abord, la troupe a exécuté les premiers travaux, d'une assez grande ampleur, de déblaiement et de remise en état. La Confé-dération a assumé les frais de cette opération, y compris ceux afférents à la location des machines de chantier et des véhicules civils.

Ensuite, les travaux de reconstruction de la fabrique de munitions d'Altdorf ont été engagés sans retard et les cré-dits nécessaires ont été demandés – cela concerne d'ail-leurs naturellement la Confédération et elle seule.

Enfin, pour ce qui a trait aux subventions, sitôt les pre-mières constatations faites, nous avons de nouveau libéré, en leur réservant une affectation spéciale, plusieurs cré-dits annuels d'engagement de 1977, crédits qui, au lende-main du vote populaire négatif du 12 juin, avaient été blo-qués à toutes fins utiles. Nous avons en outre augmenté les crédits annuels d'engagement que nous avons sollici-tés dans le cadre du budget 1978 et décidé d'affecter les nouveaux crédits aux travaux de remise en état dans les régions sinistrées.

Au total, 21 millions de francs ont été prévus: 7 millions en 1977, 11 millions en 1978 et 3 millions ultérieurement qui touchent aux domaines suivants: la correction des cours d'eau, les travaux de protection contre les avalanches et le reboisement, les chemins forestiers, les améliorations foncières dans l'agriculture. Si, en dépit de l'application des taux maximaux de subventionnement, le financement de certains travaux ne devait pas être assuré, il serait possible, en vertu de la législation actuelle dans le do-maine de la correction des cours d'eau et dans celui des améliorations foncières, d'allouer exceptionnellement des subventions complémentaires, s'élevant jusqu'à 20 pour cent des dépenses, comme le prévoit la loi pour des tra-vaux dont le financement est difficile, en particulier pour la réparation de dommages causés par les intempéries, lorsque les cantons intéressés ne peuvent faire un effort suffisant et qu'il y a un intérêt public notable à ce que ces travaux soient exécutés. Grâce à ces subventions complé-

mentaires, la charge financière restante pourra être main-tenue dans des limites supportables.

On notera enfin que les prestations des assurances pri-vées et les dons privés ont fourni des ressources très ap-préciables. Pour le seul canton d'Uri, les assurances ont versé 50 millions de francs en tout et ce, d'après ce qui nous en a été dit sur place, à l'entière satisfaction des assurés. Quant aux dons privés, institutions de bienfai-sance, Chaîne du Bonheur, etc., ils se sont chiffrés à près de 20 millions de francs. Le Fonds suisse de secours pour dommages non assurables causé par les forces natu-relles a également permis de verser, durant l'année, 3 à 4 millions de francs aux régions sinistrées.

On peut d'ores et déjà dire que les dommages subis par les particuliers seront couverts dans une large mesure, compte tenu de la participation des victimes, par les pres-tations des assurances privées, par le Fonds de secours pour les dommages causés par les forces naturelles et par les dons privés. Pour le reste, les dons recueillis seront sans doute judicieusement affectés au financement com-plémentaire des travaux exécutés en communauté.

La délégation du Conseil fédéral a entendu les repré-sentants du canton d'Uri. On nous a renseignés sur l'étendue des dégâts, sur les mesures prises, sur l'efficacité de ces mesures, on nous a remerciés pour l'intervention de la Confédération et notamment de la troupe. Le Conseil d'Etat du canton d'Uri nous a démontré qu'il tenait bien en main la coordination de l'ensemble de ces travaux et de leur financement et nous sommes tombés d'accord sur la marche à suivre, à savoir: avant d'envisager une nou-velle aide de la Confédération, il importe de dresser un bilan provisoire, de définir l'étendue exacte des dom-mages, de déterminer le montant des dons susceptibles de servir au financement complémentaire des travaux à subventionner et, partant, l'ampleur et l'urgence de l'aide que la Confédération pourrait éventuellement apporter à ce titre. Il ne nous paraît pas, a priori, indispensable d'in-tervenir là par une modification du système législatif et légal.

Le Conseil fédéral propose donc, dans cette ligne, de transformer la motion en postulat. Nous espérons qu'en acceptant cette mutation – qui ne signifie pas que la Con-fédération se désintéresse du canton d'Uri, bien au con-traire, mais qui nous paraît une forme de procédure plus simple et plus naturelle et je donne en l'occurrence l'as-surance que le Conseil fédéral est préoccupé par la situa-tion particulière du canton d'Uri – M. Weber démontrerait – nous en serions très heureux – qu'il fait confiance au Conseil fédéral.

Le président: Le Conseil fédéral accepte la proposition de M. Weber-Altdorf sous forme de postulat. M. Weber est d'accord de transformer sa motion en postulat. Le postulat est-il combattu? Ce n'est pas le cas.

Ueberwiesen – Transmis

77.427

**Motion der sozialdemokratischen Fraktion.
Verrechnungssteuer**

Motion du groupe socialiste. Impôt anticipé

Wortlaut der Motion vom 21. September 1977

Unter den Fiskaleinnahmen des Bundes stellt die Verrech-nungssteuer die drittbeste Einnahmequelle dar. Ihr Ertrag betrug im Jahre 1976 rund 1,68 Milliarden Franken.

Der Bundesrat wird daher eingeladen, das Bundesgesetz über die Verrechnungssteuer vom 13. Oktober 1965 in dem Sinne zu revidieren, dass der nunmehr geltende Ansatz von 35 Prozent auf 50 Prozent erhöht wird. Ferner ist die geltende Rechtsauslegung dahin abzuändern, dass Gelder, die eine Bank treuhänderisch entgegennimmt (Treuhandgeschäfte), in die Verrechnungssteuer einbezogen werden. Schliesslich soll im gleichen Zusammenhang noch geprüft werden:

- eine eventuelle Verzinsung der zurückzuerstattenden Beträge,
- die Rückerstattung der Verrechnungssteuer an Schweizer (natürliche Personen) mit Wohnsitz in Ländern ohne Doppelbesteuerungsabkommen,
- eine leichte Erhöhung der Freigrenze von bisher 50 Franken für Sport-Toto- und Lottogewinne.

Texte de la motion du 21 septembre 1977

L'impôt anticipé occupe, selon l'importance des recettes qu'il procure, le troisième rang des rentrées fiscales de la Confédération. En 1976, il a rapporté environ 1,68 milliard de francs.

Le Conseil fédéral est invité à reviser la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé de façon à pouvoir porter à 50 pour cent son taux, qui est actuellement de 35 pour cent. En outre, il importe de modifier l'interprétation du droit en ce sens que les fonds confiés aux banques à titre fiduciaire soient également soumis à l'impôt anticipé. Finalement, il y a lieu d'examiner par la même occasion:

- s'il faut éventuellement servir des intérêts sur les montants à rembourser,
- s'il importe de rembourser l'impôt anticipé à des Suisses (personnes physiques) domiciliés dans des Etats n'ayant pas conclu avec la Suisse de convention tendant à éviter la double imposition,
- s'il convient d'accroître légèrement, pour les gains réalisés au Sport-Toto et dans les loteries, le montant de 50 francs non soumis à l'impôt anticipé.

Sprecher - Porte-parole: Bundi

Bundi: Die vorliegende Motion der Sozialdemokratischen Partei hat zwei Hauptziele: Sie möchte veranlassen, dass einerseits der Satz der Verrechnungssteuer erhöht wird und andererseits die sogenannten Treuhandgeschäfte der Banken auch dieser Verrechnungssteuer unterstellt werden.

Die Verrechnungssteuer wird in der Literatur als eidgenössische Kapitalertragssteuer oder als Teil einer Einkommensbesteuerung dargestellt. Sie wird im übrigen den sogenannten Kontrollsteuern zugeordnet. Als solche ist sie zu erheben, als ob sie eine echte Steuer wäre und für den Bund eine echte Einnahme bedeutete; sie darf nicht als blosses steuertechnisches Mittel angesehen werden.

Die vier wichtigsten Fiskaleinnahmen des Bundes wiesen für das Jahr 1976 die folgenden Erträge auf: die WUST 3,52 Milliarden, die Wehrsteuer 3,29 Milliarden, die Verrechnungssteuer 1,68 Milliarden und Importabgaben 1,11 Milliarden Franken. Die Verrechnungssteuer ist also in diesem Rahmen die drittbeste Einnahmequelle. Nachdem deren Satz ab 1. Januar 1976 von 30 auf 35 Prozent angehoben worden war, erhöhte sich ihr Ergebnis gegenüber dem Vorjahr um 476 Millionen. Den grössten Zuwachs an den Bruttosteuererträgen erreichten die Obligationenzinsen mit einem Anteil von 43 Prozent. Zu diesem Ergebnis trägt eine prozentual kleinere Steuerrückerstattung als bisher bei. Die Steuerrückerstattungsquote lag im Jahre 1976 mit 69,3 Prozent deutlich unter derjenigen von 74,9 Prozent im Jahre 1975. Ob dieser Zustand sich genügend damit erklären lässt, dass ein Grossteil der Rückerstattungen noch zum Steuersatz von 30 Prozent vorzunehmen war, oder ob nicht vielmehr ein verstärkter Trend zur Steuerhinterziehung vorliegt, wird die Zukunft weisen.

Wenn wir mit unserer Motion eine Satzerhöhung um 15 Prozent verlangen, so sind wir uns bewusst, dass in Zukunft mit einer gewissen Abschwächung der Erträge gerechnet werden muss. Die unterdessen niedriger gewordenen Zinssätze und auch eine eventuell höhere Rückerstattungsquote müssen berücksichtigt werden. Wir gehen also keineswegs von der Gleichung aus: 5 Prozent Erhöhung von 1976 = 476 Millionen, 15 Prozent Erhöhung = dreimal mehr, also 1,4 Milliarden. Aber selbst bei sehr skeptischer und vorsichtiger Schätzung sind dadurch Mehreinnahmen von mindestens 500 Millionen Franken zu erwarten.

Es sind vor den früheren Erhöhungen des Satzes der Verrechnungssteuer jeweiligen verschiedene Bedenken angemeldet worden. So wurde geäussert, der Satz dürfe nicht ohne Rücksicht auf die Quellenbelastung der wirtschaftlich mit uns konkurrenzierenden Länder festgelegt werden. Eine kräftige Erhöhung der Verrechnungssteuer könnte zu einer Abwanderung der in der Schweiz angelegten Kapitalien und, je nach Wirtschaftslage, zu einer Störung des Kapitalmarktes führen oder auch zu einer Flucht des ausländischen Kapitals in andere Vermögenswerte, zum Beispiel in ausländische Wertpapiere. Diese Befürchtungen waren aber unbegründet: Die tiefgreifenden Rückwirkungen auf den einheimischen Kapitalmarkt sind nicht eingetreten. Die letzte fünfprozentige Erhöhung ist glatt und völlig schmerzlos über die Runde gegangen. Es waren darüber überhaupt keine Klagen zu vernehmen. Es trifft zwar zu, dass die Schweiz mit einem Satz von 50 Prozent bei der Verrechnungssteuer, verglichen mit den ausländischen Quellensteuern, die höchste Belastung aufwiese. Dieser Vergleich ist aber nicht statthaft, weil die einzigartige Ausgestaltung unseres Bankgeheimnisses die Anlage von ausländischen Geldern in der Schweiz auch bei einer weitergehenden Belastung attraktiv erscheinen lässt. Dazu kommt die politische Stabilität unseres Landes, die von den ausländischen Anlegern viel höher eingeschätzt wird als alle anderen Ueberlegungen. Eine Abwanderung des ausländischen oder inländischen Kapitals ist also kaum zu befürchten.

Im übrigen darf hier auch auf die im September vertretene Meinung von Nationalbankvizerepräsident, Professor Leo Schürmann, hingewiesen werden, die dahingeht, dass Massnahmen zur Lockerung des Bankgeheimnisses, wie zum Beispiel die Auskunftspflicht der Banken gegenüber den Steuerbehörden, nicht zu einem ins Gewicht fallenden Rückgang an Auslandkapital führen würden. Diese Ansicht darf ohne weiteres auch für die hier zur Diskussion stehende Satzerhöhung vertreten werden. Schliesslich vertritt es die Schweiz durchaus, als reichstes Land der Welt, den höchsten Satz bei der Verrechnungssteuer zu haben.

Die wichtigste Folgewirkung einer solchen Satzerhöhung erblicken wir aber in der erfolgreichen Bekämpfung der Steuerhinterziehung. Die Verrechnungssteuer stellt für den Defraudanten eine endgültige Belastung dar, weshalb sie auch etwa Defraudantensteuer genannt wird. Um als solche wirklich wirksam zu sein, wäre nach einer Vernehmlassung der Nationalbank vom Oktober 1962 ein Satz von 40 bis 50 Prozent erforderlich. Einen solchen Satz betrachtete die Bank damals wegen der obgenannten Befürchtungen sowie wegen zu erwartenden Zinssatzsteigerungen als nicht realisierbar. Diese Haltung dürfte angesichts der letzten reibungslosen Satzerhöhungen sowie auch der Kapitalmarktentwicklung heute revidierbar sein.

Schliesslich entbehrt auch der Hinweis auf die starke Belastung des ausländischen Kapitals mindestens solange einer stichhaltigen Begründung, als es sich «nicht einmal einigermaßen genau abschätzen lässt, welcher Teil des bereinigten Bruttoertrages der Verrechnungssteuer von inländischen und welcher Teil von ausländischen Defraudanten stammt». Dies gemäss einer Antwort des Bundesrates auf eine kleine Anfrage Eggenberger vom November 1973. - Auch rein finanziell ist die Bekämpfung der Steuerhinterziehung notwendig, lassen sich dadurch doch nicht bloss

Mehreinnahmen für den Bund, sondern auch für den Haushalt der Kantone und Gemeinden erzielen. Nach Robert Pfund, dem Spezialisten auf diesem Gebiet, ist die Verrechnungssteuer ein steuertechnisches Mittel, um die Hinterziehung der kantonalen Einkommens- und Vermögenssteuern einzudämmen.

Nun konnte man in der «Neuen Zürcher Zeitung» im September, kurz nach Ankündigung dieser Motion, nachlesen, wir – die Sozialdemokraten – würden mit unserer parlamentarischen Intervention einen Angriff auf die Dritte Säule der Altersvorsorge und auch auf kleinere Sparguthaben starten. Die Betroffenen wären nämlich die Rentner. Heuchlerischer könnte man es sicher nicht sagen.

Diesem Vorwurf ist zunächst folgendes entgegenzuhalten: Erstens werden von den Steuerfachleuten 40 Prozent unserer Steuerzahler als ehrliche Deklaranten betrachtet. Zweitens können etwa weitere 40 Prozent aller Steuerpflichtigen kein Vermögen hinterziehen, weil sie tatsächlich keine Ersparnisse haben. Es verbleiben also noch 20 Prozent Steuerdefraudanten, die es härter anzupacken gilt. Wenn wir das verlangen, so nicht, um die kleinen Sparer zu treffen – es sind nämlich hier auch Aufklärungsaktionen gegenüber diesen Anlegern denkbar und notwendig –, sondern um eine Steuerpolitik im Interesse jener 40 Prozent Steuerpflichtigen zu verfolgen, die kein Vermögen hinterziehen können, weil sie keines haben.

Unsere Motion enthält aber auch ein nicht minder wichtiges Anliegen, nämlich die Unterstellung der sogenannten Treuhandgeschäfte unter die Verrechnungssteuer. Es handelt sich dabei bekanntlich um Gelder, die eine Bank treuhänderisch entgegennimmt, um sie ausschliesslich auf Rechnung und Gefahr des Kunden an Dritte auszuleihen. Es ist die Frage, ob solche Gelder als Kundenguthaben anzusehen sind oder nicht. Wir sind der Auffassung, dass die geltende Rechtsauslegung zu ändern sei, so dass solche Gelder im Sinne von Kundenguthaben, dem jetzigen Gesetz entsprechend, der Verrechnungssteuer unterliegen sollen. Gemäss zuverlässigen Angaben von offizieller Seite betragen die auf Treuhandkonten verwalteten Summen rund 56 Milliarden Franken. Es ist offensichtlich, dass hier nochmals beträchtliche Steuererträge für die Bundeskasse verfügbar gemacht werden können.

Die Auffassung der eidgenössischen Steuerverwaltung, dass Gelder, die eine Bank treuhänderisch entgegennimmt, um sie ausschliesslich auf Rechnung des Kunden an Dritte auszuleihen, nicht zu Kundenguthaben führten, stammt aus der Zeit der frühen sechziger Jahre, als die Banken nur vereinzelt als Treuhänder auftraten. In der späteren Entwicklung begannen diese Geschäfte aber eine grosse Rolle zu spielen, und bald wurde offenkundig, dass mit Hilfe fiktiver oder sachwidriger Treuhandverhältnisse Steuern umgangen werden wollten. Obwohl die eidgenössische Steuerverwaltung zwar in der Folge mit zwei Merkblättern verschärfende Bestimmungen über die Treuhandkonten erliess, blühte das Geschäft fröhlich weiter und erreichte 1976 die oben erwähnte Summe.

Abgesehen von den zu erwartenden Erträgen, gehört die Unterstellung der Treuhandgeschäfte unter die Verrechnungssteuer auch zum Anliegen der Steuergerechtigkeit, denn der Drang zu den Treuhandgeschäften hat einiges mit Steuerumgehung zu tun. In einer Zürcher Dissertation über das Treuhandverhältnis im Steuerrecht äusserte sich der Autor Thomas Brunner wie folgt: «Die Gründe für die Fiduzia sind immer beim Fiduzianten zu suchen, der die Geheimhaltung seiner Person wünscht. Diese Verbergungsfunktion der Fiduzia kann den Fiduzianten in Versuchung bringen, *in fraudem legis* zu handeln. Die subjektive Gesetzesumgehung braucht die Geheimhaltung des wirklich Berechtigten. Nach dem Erfolg der Umgehung unterscheidet man: erlaubte und unerlaubte, versuchte und erfolgreiche Gesetzesumgehungen. Gerade zur Steuerumgehung wird oft versucht, die Hilfe einer fiduziarischen Konstruktion in Anspruch zu nehmen.»

Schliesslich ersuchen wir in unserer Motion, bei der vorzunehmenden Revision des Gesetzes die Frage zu prüfen, wie eine Verzinsung der zurückzuerstattenden Beträge erfolgen könnte, ob die Rückerstattung der Verrechnungssteuer an Schweizer mit Wohnsitz in einem Land, welches kein Doppelbesteuerungsabkommen mit der Schweiz besitzt, erfolgen könnte. Schliesslich schlagen wir vor, die Freigrenze von heute 50 Franken bei den Sport-Toto- und Lottogewinne leicht zu erhöhen. Das sind Massnahmen, die gewisse Ungerechtigkeiten der bestehenden Ordnung beheben oder Steuererleichterungen bei kleinen Beträgen bringen würden. Es wäre auch erwünscht, dass im Zusammenhang mit der angeregten Gesetzesrevision der steuerfreie Zinsertrag von 50 Franken bei auf den Namen lautenden Sparheften erhöht würde. Solche Vorkehren würden zwar zu etwas kleineren Einnahmen führen, was aber angesichts der grossen Mehreingänge durch die Erfüllung der beiden Hauptpostulate kaum ins Gewicht fiel.

Abschliessend kann festgestellt werden, dass eine Erhöhung des Satzes und die Unterstellung der Treuhandgeschäfte unter die Verrechnungssteuer ergiebige Mehreinnahmen für die Bundeskasse erbringen und einen wirksamen Beitrag gegen die Steuerdefraudation darstellen würden; diese Massnahmen wären volkswirtschaftlich durchaus zumutbar.

Aus diesen Gründen ersuche ich den Bundesrat höflich, die Motion entgegennehmen zu wollen.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Il va sans dire que toute proposition de ressources nouvelles est douce au cœur collégial du Conseil fédéral et à celui particulier du chef du Département des finances, surtout si cette proposition s'assortit de la volonté de renforcer la lutte contre la fraude fiscale. C'est pourquoi la motion du groupe socialiste a fait l'objet d'un examen très attentif.

La proposition de porter de 35 à 50 pour cent le taux de l'impôt anticipé doit toutefois être d'emblée contestée. Sans doute pourrait-elle, dans les hautes catégories de revenus, faire sortir du bois quelques contribuables à la conscience plus légère que le portefeuille. Mais il nous faut songer d'abord que notre taux de 35 pour cent est déjà nettement le plus haut qui soit pratiqué en Europe où l'on ne dépasse nulle part les 25 pour cent. Il faut songer également qu'en voulant atteindre quelques gros poissons éventuels ou probables, nous frapperions, en aggravant l'impôt anticipé, toute la masse des contribuables honnêtes et des petits épargnants par le retard non négligeable qui frappe la récupération de l'intérêt plein. Je sais que la motion du groupe socialiste prévoit sur ce point, qu'on étudie le paiement d'un intérêt intercalaire pour les montants retenus. Mais il faut bien nous rendre compte des calculs individuels différenciés et de la complication que cette indemnisation impliquerait, ainsi que naturellement aussi du manque à gagner pour la Confédération. L'épargnant, le contribuable moyen ne méritent pas cette méfiance généralisée, ni une aggravation dans le retard du recouvrement de leurs intérêts. Ceci pour la condition du contribuable suisse.

Le problème des propriétaires étrangers de valeurs suisses est différent. Il est difficile de recenser avec exactitude la proportion des placements étrangers frappés par l'impôt anticipé, de déterminer lesquels sont chez nous en conditions régulières, et lesquels sont là en rupture de ban, en fraude et en évasion fiscale. Il faut distinguer deux catégories de propriétaires étrangers. La première de ces catégories se situe dans les pays où, par le jeu des accords de double imposition, les possesseurs de titres suisses peuvent espérer récupérer tout ou partie de l'impôt anticipé. Mais les procédures sont plus longues et plus compliquées que celles du remboursement aux contribuables domiciliés en Suisse. Il est clair que, déjà là, le taux de 50 pour cent serait très fortement dissuasif.

La deuxième catégorie de détenteurs étrangers concerne tous ceux qui, soit parce qu'ils résident dans des pays qui

n'ont pas passé avec la Suisse l'accord de double imposition, soit pour d'autres raisons que l'on peut subodorer, ne peuvent ou ne veulent pas obtenir le remboursement des 35 pour cent prélevés. Ici, le taux de 50 pour cent serait probablement totalement dissuasif. Certains nous diront que nous aurions là une mesure utile à l'encontre d'une valorisation du franc suisse. Sans doute que ce serait un des aspects du problème. Mais, d'une part, loin d'augmenter le rendement net de l'impôt anticipé, nous nous verrions privés de quelques centaines de millions, de plusieurs centaines de millions que rapportent à la Confédération et aux cantons les détenteurs étrangers de titres suisses, ceux de la deuxième catégorie et beaucoup de la première; apparemment, plus de la moitié du rendement net de l'impôt anticipé. D'autre part, sur un plan général, une majoration massive de l'impôt anticipé pousserait beaucoup d'investisseurs suisses, en même temps que les étrangers, à porter leur intérêt sur des titres étrangers qui ne sont pas soumis à l'impôt anticipé. A cet égard, nous avons eu maintes fois l'occasion de dire ici que l'imposition de ces titres étrangers se heurterait à des obstacles majeurs, car il faudrait empêcher les créanciers d'encaisser les coupures à l'étranger et pour ce faire, mettre sur pied tout un dispositif de contrôles draconiens, mais au résultat problématique.

L'augmentation de 35 à 50 pour cent de l'impôt anticipé aurait donc pour résultat, sur le plan financier, de réduire substantiellement la liquidité du marché suisse des capitaux et de porter par là même à la hausse du taux de l'intérêt. Sur le plan fiscal, la raréfaction des placements en titres suisses soumis à l'impôt anticipé aurait des effets négatifs. Selon les estimations de nos collaborateurs, le rendement de l'impôt anticipé à 50 pour cent ne serait pas supérieur au rendement actuel; je ne veux pas vous infliger un long calcul arithmétique, il est à la disposition de ceux qui s'intéresseraient au problème.

Augmenter les barèmes dans le système des impôts, hélas! ne signifie pas toujours accroître le rendement des impôts. Nous avons vécu récemment cette expérience avec l'augmentation des droits sur le tabac, avec les droits sur l'alcool; avec des tarifs plus élevés, ces deux impôts ont, en tout cas pendant une certaine durée, rapporté moins qu'avec un tarif plus favorable. Je sais bien qu'il y avait là un problème de prophylaxie et pas seulement un problème de fiscalité. En ce qui concerne l'impôt anticipé, je note ici en passant que, si la première année d'application du taux de 35 pour cent a été bénéfique – M. Bundi rappelait tout à l'heure qu'on avait encaissé quelque 1 milliard 650 millions – mais les comptes que j'ai maintenant sous les yeux me démontrent que l'année 1977, sur le plan de l'impôt anticipé et sur d'autres plans fiscaux aussi, est décevante. Les résultats sont inférieurs au budget et pour l'impôt anticipé d'environ 250 millions en baisse, sur les résultats de 1976. Quelle est l'explication de cette dépression? C'est certainement la baisse du taux de l'intérêt, le peu d'appétit sur le marché des capitaux. Cela joue un rôle sans doute. C'est probablement aussi, il faut l'espérer, une certaine honnêteté, honnêteté accrue, c'est-à-dire des remboursements plus élevés que nous avons dû faire, mais aussi, certainement dans une forte mesure, un effet dissuasif sur les placements étrangers. A quoi s'ajoute la rigueur plus grande de certains de nos voisins à l'égard de l'évasion fiscale. Il était facile d'accuser la Suisse de servir de refuge, il était plus difficile de prendre des mesures à l'intérieur des Etats. Mais certains de nos voisins, notamment les Italiens, ont pris tout de même des mesures plus strictes à l'égard de l'évasion fiscale et cela nous ne saurions le déplorer.

Il est donc extrêmement douteux que le passage de 35 à 50 pour cent nous apporte des ressources nouvelles au titre de l'impôt anticipé, et l'on perturberait, l'on alourdirait ou l'on restreindrait le marché des capitaux, ce qui ne serait pas favorable à l'ensemble de notre économie. Sur

ce point donc, le passage de 35 à 50 pour cent, le Conseil fédéral ne saurait accepter la motion.

La motion évoque également l'opportunité de rembourser l'impôt anticipé aux Suisses de l'étranger, domiciliés dans des Etats n'ayant pas conclu d'accord de double imposition avec notre pays. Cette mesure, qui est en soi explicable et sympathique, violerait le principe de l'égalité de traitement qui est inscrit dans de nombreux traités d'établissement et d'amitié. Il faudrait accorder, si nous voulions être en règle avec ces traités, le remboursement non seulement aux Suisses mais également aux ressortissants étrangers, d'où alors une diminution substantielle, bien que nous ne disposions pas de chiffres précis du rendement de cet impôt, car, je le répète, il existe des investisseurs étrangers qui trouvent encore le titre suisse à bas intérêt et à 35 pour cent d'anticipé plus sûr que les titres d'ailleurs. Mais il y a une limite et le taux de 50 pour cent la franchirait allégrement.

Une troisième proposition serait l'augmentation du montant exonéré par les gains du Sport-Toto et des loteries. A vrai dire, nous nous étonnons de cette proposition. Il nous paraît que ce genre de gains, dus exclusivement à la chance, doivent être soumis au régime normal et que rien ne justifie un traitement préférentiel.

Enfin, j'en arrive à la proposition visant la soumission à l'impôt anticipé des placements fiduciaires, lesquels ont pris un volume assez considérable depuis une vingtaine d'années et qui représentent à peu près les 15 pour cent du bilan des banques. Cette proposition, à vrai dire, et c'est un élément positif, mérite étude. La Banque nationale, vous le savez, on l'a rappelé tout à l'heure, a fait sur ce point des réflexions nuancées. Cette imposition des placements fiduciaires nécessiterait une révision de la loi sur l'impôt anticipé et non pas seulement une modification de l'ordonnance. En effet, selon le droit actuel, sont soumis à l'impôt anticipé les rendements des avoirs auprès des banques et des caisses d'épargne suisses. Par avoirs de clients, on a de tous temps considéré avec raison qu'il s'agissait seulement d'avoirs dont la banque est la véritable débitrice. Les opérations de fiducie ne sont cependant pas effectuées pour le compte de la banque, mais pour le compte et aux risques du client. La banque, dès lors, n'est pas la débitrice, mais la simple mandataire du client. Le débiteur est la personne chez qui la banque place les fonds sur l'ordre du client. L'éventuelle imposition, par une nouvelle règle de droit, des intérêts des placements fiduciaires, exige donc un examen approfondi. Il faudrait notamment examiner si cette mesure n'entraînerait pas la disparition ou le déplacement à l'étranger des opérations de fiducie, avec ses conséquences pour la place financière suisse. Les investisseurs pourraient en effet confier leur mandat à des banques étrangères et les fonds actuellement sous mandat fiduciaire pourraient être placés dans des titres étrangers. Dans ce cas, l'imposition non seulement serait inefficace, mais elle priverait la Confédération et les cantons des impôts directs frappant les commissions de fiducie, non négligeables, perçus par les banques. Cette fois encore, nous sommes en face d'un choix difficile que je ne veux pas trancher pour l'instant en l'état de ma documentation, d'un choix difficile entre ce qui semble être équitable, même rentable fiscalement, et ce qui est économiquement utile et efficace. Les effets de boomerang sont multiples, souvent imprévisibles. Les solutions brutales en matière fiscale sont souvent contreproductives. On n'attrape pas, comme on dit, les mouches avec du vinaigre.

Le Conseil fédéral propose donc en conclusion de rejeter la motion sur les points concernant l'augmentation de l'impôt anticipé. Il propose de la transformer en postulat s'agissant notamment de l'imposition des intérêts des placements fiduciaires, problème qu'il est prêt à examiner dans le cadre de la révision de la loi sur l'impôt anticipé. Cette révision va intervenir très prochainement. Le projet vous sera soumis en 1978 et nous vous proposerons no-

tamment la prorogation de l'augmentation du taux de 30 à 35 pour cent. Vous aurez alors l'occasion de revenir en face du texte de la loi, sur votre proposition de 50 pour cent. En effet, nous devons le faire, car la validité de cet impôt anticipé échoit en 1979, si bien que nous aurons très prochainement l'occasion de parler amplement de ce problème.

Le président: Le Conseil fédéral accepte une partie de la motion du groupe socialiste sous forme de postulat, l'autre partie étant rejetée. Le motionnaire, notre collègue Bundi, est appelé à dire s'il accepte de transformer la motion en postulat.

Bundi: Den Ausführungen von Herrn Bundesrat Chevallaz können wir entnehmen, dass der Bundesrat bereit ist, die Motion als Postulat teilweise entgegenzunehmen. Wir sind damit einverstanden. Wir sind allerdings nach wie vor überzeugt, dass eine Satzerhöhung verkraftbar wäre, dass sie auch eine Präventivwirkung hätte (ähnlich wie Herr Bundesrat Chevallaz bei den Massnahmen zur Tabakbesteuerung von einer Präventivwirkung gesprochen hat); diese Wirkung wäre hier in bezug auf die Steuerhinterziehung anzustreben.

Wir glauben, es werde sich noch Gelegenheit bieten, sich zur Satzerhöhung bei der Verrechnungssteuer zu äussern, nämlich spätestens im Jahre 1979. Es ist ja so, dass der heutige Ansatz von 35 Prozent Ende 1979 ausläuft; würde nichts unternommen, dann würde dieser Satz wieder auf 30 Prozent sinken. Es wäre niemandem gedient, zu allerletzt der Bundeskasse, wenn wir bei dieser Steuer auf Hunderte von Millionen Franken verzichten müssten.

Ich gebe gerne der Hoffnung Ausdruck, dass Herr Bundesrat Chevallaz die Sache mit den Treuhandgeschäften so rasch wie möglich anpacken wird.

Le président: Notre collègue Bundi accepte cette transformation partielle de la motion en postulat. Celui-ci est-il combattu?

Le postulat n'étant pas combattu, il est adopté.

Ueberwiesen – Transmis

76.514

Interpellation Gut. Kulturpolitik Politique culturelle

Wortlaut der Interpellation vom 17. Dezember 1976

Welche Folgerungen zieht der Bundesrat aus dem Bericht der eidgenössischen Expertenkommission für Fragen einer schweizerischen Kulturpolitik (Clottu-Bericht), insbesondere welche konkreten Massnahmen sieht er auf Bundesebene vor?

Texte de l'interpellation du 17 décembre 1976

Quelles sont les conclusions que le Conseil fédéral entend tirer du rapport de la Commission fédérale d'experts pour l'étude de questions concernant la politique culturelle suisse (rapport Clottu) et quelles sont en particulier les mesures concrètes qu'il prévoit de prendre sur le plan fédéral?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Akeret, Dürrenmatt, Friedrich, Hofer, Muhlem, Müller-Luzern, Schürch, Sigris, Spiess, Weber-Arbon, Widmer (11)

Gut: Wenn wir das Wort «Kultur» hören, so greift, im Gegensatz zu weiland Gauleiter Frank, niemand von uns zum Revolver. Aber wir müssten wohl lügen, wollten wir behaupten, dass in diesem Hause die Kultur sich unter die höheren Prioritäten dränge. So ist es denn auch zu erklären, dass meine Interpellation nun schon das «bestandene Alter» von über einem Jahr erreicht hat, ehe sie heute behandelt werden kann.

Ich frage nach den Folgerungen, die der Bundesrat aus dem «Bericht Clottu» zieht, also nach den Zielen, dem finanziellen Rahmen und den Prioritäten einer Kulturpolitik für die Schweiz.

Die von unserem früheren Kollegen Clottu präsidierte Expertenkommission wurde im November 1969 bestellt. Ihr Bericht, in sechsjähriger Arbeit geschaffen, zeigt umfassend und detailliert, was auf den Gebieten der Literatur, des Theaters – dieses Kapitel stammt von unserem Freund Sigmund Widmer –, des Films, der Musik, der bildenden Kunst und der Pflege heimatlichen Kulturgutes in unserem Land geschieht, und was vermehrt geschehen sollte.

Der Bericht ist von bleibendem Wert sowohl in den Tatsachenfeststellungen wie den grundsätzlichen Ueberlegungen. Dass er nicht zu einem grösseren Echo in der Öffentlichkeit geführt hat, mag an seinem Umfang liegen, vielleicht auch daran, dass – im Sinne des bösen Satzes von Bert Brecht über die Priorität des Fressens – heute Kulturpolitik vielfach als *cura posterior*, als Sache niederer Dringlichkeit, betrachtet wird.

Doch gerade das darf Kulturpolitik nicht sein. Den Demokratien droht nicht nur aus wirtschaftlichen Krisen Gefahr, sondern weil wir meinen, es uns leisten zu können, den geistigen Dingen viel weniger Beachtung zu schenken als den materiellen Anliegen. Dabei steht, wie Jeanne Hersch festgestellt hat, im Kern jeder Gemeinschaft Kultur als begründendes und verbindendes Element.

Bundesrätliche Reden der jüngsten Zeit zeugen dafür, dass sich die Landesregierung dieser Zusammenhänge bewusst ist. Für ihr Handeln wird ihr der Clottu-Bericht eine Hilfe sein. Zwar richten sich die meisten seiner Empfehlungen an die Gemeinden und die Kantone, denen ja – neben den Privaten – in erster Linie die Kulturpflege obliegt; daneben gibt es aber auch gewichtige Vorschläge, die die Kulturpolitik des Bundes betreffen.

Auf vier Feststellungen des Berichtes möchte ich hinweisen:

Erstens auf die Situation der sprachlichen Minderheiten. Diese Minderheiten haben zunehmend Schwierigkeiten, ihre kulturelle Eigenständigkeit zu bewahren. Die Gemeinden in den italienisch- und rätoromanischsprechenden Gebieten sind zu klein, um die Mittel zu einer wirksamen Kulturförderung aufzubringen. Der Bericht spricht von «verschärfter kultureller Isolierung des Tessins» und vermerkt zum Beispiel, dass in unserem ganzen italienischsprechenden Landesteil ausser der kleinen Bühne von Dimitri kein ständiges Theater besteht. Wir erkennen die staatspolitische Dimension eines solchen Tatbestandes. Unser Bund beruht ja nicht auf einer Einheitsmischung, sondern auf der Respektierung der kulturellen Verschiedenheit und Eigenständigkeit der vier Sprachgruppen. Die Sicherung dieses politisch-kulturellen Gleichgewichtes, der Möglichkeit des Zusammenwirkens, aber auch des Kontrastes und der Ergänzung, verdient unsere höchste Aufmerksamkeit. Wenn irgendwo, ist hier Strukturpolitik geboten.

Ein zweites Problem, auf das der Clottu-Bericht aufmerksam macht, sind die ungleichen Möglichkeiten verschiedener Landesteile innerhalb des gleichen Sprachgebiets. Von 1960 bis 1970 hat sich der Abstand in den Aufwendungen zur Kulturförderung zwischen den finanziell stärkeren und den schwächeren Gemeinwesen vergrössert. Diese Entwicklung gefährdet etwas, auf das wir Schweizer besonders stolz sind: das Nebeneinander unterschiedlicher geistiger, kultureller und geschichtlicher Traditionen auch innerhalb desselben Sprachgebietes. Wenn sich das kulturelle Leben nur auf einige städtische Zentren konzentriert,

Motion der sozialdemokratischen Fraktion. Verrechnungssteuer

Motion du groupe socialiste. Impôt anticipé

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.427
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.01.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	141-145
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 401

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.